

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Freud, Claude. *Quelle coopération? Un bilan de l'aide au développement*. Paris, Éditions Karthala, Coll. « Les Afriques », 1988, 272 p.

par André Joyal

Études internationales, vol. 21, n° 1, 1990, p. 189-191.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702638ar>

DOI: 10.7202/702638ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

cière suisse dans la circulation internationale des capitaux et, par conséquent, dans l'endettement du Tiers-Monde.

La valeur de cette étude réside surtout dans sa première partie, en raison de sa façon simple d'aborder un problème aussi complexe. Il manque une conclusion générale qui donnerait des perspectives d'avenir et peut-être aussi quelques pages sur les conséquences de la crise de la dette sur les économies des pays les plus industrialisés.

Le petit ouvrage de Williamson est plus technique et s'adresse à un public davantage spécialisé. Considérant toutes les solutions proposées jusqu'ici – des plus modestes rééchelonnements à la remise complète de la dette – l'auteur s'arrête surtout aux options intermédiaires qu'il juge plus efficaces. Il croit que les banques commerciales pourraient accélérer la résolution du problème de la dette des pays du Tiers-Monde en y apportant volontairement un allègement adapté à chacun. Selon lui, il existe un intérêt commun à une telle approche, aussi cherche-t-il à tracer les grandes lignes d'un programme d'allègement volontaire de la dette. À son avis, la fin de la crise actuelle exige qu'on allège la contrainte des changes et que cesse l'obligation de négocier un support financier extérieur dans une atmosphère de crise. Deux conditions qu'une approche volontaire pourrait probablement rencontrer.

Un petit ouvrage bien fait et qui apporte un point de vue nouveau. Il vient à la suite d'une série d'autres sur le même sujet et dans la même collection.

Au moment où les écrits affluent sur le thème de la dette du *Tiers-Monde*, il est peut-être intéressant de rappeler qu'une session extraordinaire de l'ONU était convoquée en avril 1974 pour examiner, entre autres, le système monétaire mondial et adopter la Déclaration et le Pro-

gramme d'action sur l'établissement d'un nouvel ordre économique international. Deux ans plus tard, à la conférence de la CNUCED qui se tenait à Nairobi, les pays du Tiers-Monde demandaient qu'on allège la dette des pays les plus pauvres.

Gabrielle LACHANCE

*Directrice générale
Développement et Paix, Montréal*

FREUD, Claude. *Quelle coopération? Un bilan de l'aide au développement*. Paris, Éditions Karthala, Coll. « Les Afriques », 1988, 272p.

L'éditeur présente ce volume comme un bilan critique de l'aide au développement fondé, non pas sur les comforts idéologiques habituels, mais sur l'analyse serrée de chiffres et une évaluation directe de projets. Ces lignes s'avèrent surtout très justes pour la deuxième partie intitulée précisément *L'aide-projet*. De façon très méticuleuse, l'auteur, ancien responsable du bureau des Évaluations du service des Études pour le développement au ministère français de la Coopération, traite de la production de l'arachide, du coton et du riz. À partir d'une perspective historique appliquée à quelques anciennes colonies africaines, l'auteur met en évidence l'évolution de ces activités sur la base de l'influence des périodes pré-coloniale et post-coloniale. Si l'abondance de chiffres et de noms d'organismes très variés rend parfois la lecture un peu ardue pour le lecteur pressé, celui-ci peut toutefois glaner, ici et là, certains détails croustillants qui permettent de comprendre l'aversion de l'auteur envers un certain état d'esprit. Ainsi, par rapport à celui qui prévalait à la fin des années vingt, une lettre d'un haut fonctionnaire offre un témoignage assez éloquent: « La production cotonnière est fonction directe-

ment proportionnelle de la pression sur les indigènes(...). L'indigène de la Haute-Volta est arriéré(...). Il n'a pas de besoins, aucun mobile ne stimule son activité sauf la pression de ses chefs » (p. 98). Si, les attitudes et les préjugés ont heureusement évolué, la conclusion de la section sur la production rizicole illustre bien le sentiment de l'auteur. « Les mêmes contradictions agissent de la même façon partout: contradiction entre un appareil de gestion et d'encadrement lourd et centralisé; contradiction entre des objectifs de maximisation d'une production et une politique des prix fort peu incitative pour les paysans (p. 149). Ce sont là quelques exemples parmi tout un ensemble.

Le lecteur désireux d'obtenir une vision générale sur la coopération à travers l'expérience française trouvera davantage d'intérêt dans la première partie intitulée *Les acteurs de l'aide*. Après avoir pris à partie le ministère de la Coopération pour son incapacité à assumer le rôle de concepteur de la coopération, une responsabilité partagée un peu par tous les acteurs et par aucun de façon significative, l'auteur dresse un tableau on ne peut plus critique des coopérants. Lesquels... « sont toujours tentés de transgresser la fonction d'assistant pour occuper celle de directeur. Leur ultime vœu, lorsque leur temps de coopération sera accompli, est de transmettre leur oeuvre à d'autres coopérants, convaincus qu'ils sont que les autochtones mettront encore longtemps avant de maîtriser ces Tables de la Loi occidentale. Ainsi sera assurée la filiation civilisatrice » (p. 49). Ces pages, comme on le voit, non dépourvues d'une certaine saveur, se poursuivent sur le même ton jusqu'à ce que l'auteur propose, d'une façon pour le moins sarcastique (voire pertinente...), une typologie des coopérants. L'énoncé de chaque type est suffisamment précis pour éviter leur description. Que l'on en juge: le missionnaire; l'éminence grise; le prince; et le

compagnon de route. Ils ont tous en commun la quête d'aventure, d'ouverture et d'exotisme. Ils prennent grand plaisir à exercer leur profession et selon l'auteur, ils ressentent fortement la légitimité de leur présence dans le pays, car leur compétence est reconnue par leurs employeurs, même s'ils estiment être bridés dans leurs initiatives.

Mais, pourrait-on dire, il y a coopérants et coopérants. Les grassement payés d'une part et ceux, presque volontaires, qui appartiennent à une organisation non gouvernementale (ONG). Attention. Si un économiste français (Dominique Temple dans *Alternatives au développement* Centre Interculturel Montchanin, Montréal, 1988.) n'a pas été tendre envers ce type d'organisme, le présent ouvrage tend à lui donner raison. Trop d'interventions de la part d'ONG ont pour effet de dégager un bilan négatif une fois leur action terminée. L'héritage des charges récurrentes serait parfois très lourd. L'auteur leur reproche de faire fi du Plan, de l'aménagement du territoire, des ministères techniques et d'agir dans des régions sans considérer ce qu'elles représentent dans le pays. À l'impertinence de certaines attitudes et initiatives, s'ajoute la rivalité entre les diverses ONG qui accentuerait les malaises liés à leur action et leurs conséquences. C'est la raison qui a conduit certains pays à imposer le respect d'une charte impliquant l'insertion de leurs activités dans un cadre de concertation. Les fonds engagés constituent un autre élément intéressant à prendre en considération car il ne serait pas évident que les ONG soient moins chères lorsque d'autres aspects que les salaires sont pris en compte. Enfin, à l'image des grands projets, en milieu rural, les ONG véhiculent des messages productivistes qui, à leur tour, engendrent les mêmes effets négatifs.

Dans une dernière partie intitulée *L'aide hors projet*, l'auteur décrit les inter-

ventions de grands organismes internationaux tels que la Banque mondiale. Le ton purement descriptif employé dans cette partie, à propos de cette grande institution, contraste avec celui adopté dans la conclusion où il lui reproche d'attribuer les déséquilibres macro-économiques des pays assistés à leur mauvaise gestion économique. Car il faudrait tenir compte d'autres facteurs de déséquilibres tels que la dégradation des termes d'échange liée aux chocs pétroliers et à la baisse des prix des matières premières. Évidemment, la libération des échanges, désignée ici comme le crédo de la Banque, ne pouvait être ignorée. L'auteur refuse d'endosser la recommandation touchant la dévaluation des monnaies nationales en vue de stimuler les exportations. Comme il l'avait fait dans son avant-propos, où il s'inspire de l'expérience du colonialisme pour démontrer les avantages du protectionnisme, l'auteur reprend la vieille idée de l'école historique allemande concernant les appuis à fournir à l'industrie naissante. À ses yeux, un plus grand libéralisme ne permet pas de répondre à la crise structurelle des pays du tiers-monde. Au contraire, une telle politique compromet les investissements, déstructure le tissu économique et accentue la dépendance envers l'extérieur. En conséquence, l'auteur, dans une trop courte section, propose comme alternative, après d'autres, le développement autocentré et termine son ouvrage par une remarque lourde de signification: « Pour cela, il faut aussi qu'il y ait un projet de société... » (p. 262). Si certains s'interrogeront sur la raison des points de suspension, le lecteur québécois peut, à tout le moins, en deviner le sens et évaluer leur pertinence...

André JOYAL

Université du Québec à Trois-Rivières,
Canada

GUILLAUMONT, Patrick et Sylviane (sous la direction de). *Stratégies de développement comparées: Zone franc et hors zone franc*. Paris, Éditions Économica, 1988, 776p.

L'ouvrage intitulé « Stratégies de développement comparées » a pour but, d'une part, d'examiner les conséquences de l'appartenance à la zone franc sur les stratégies de développement des pays qui en sont membres au cours de la période allant de 1962 à 1981 et, d'autre part, de forger par la même occasion un instrument d'analyse quantitative des stratégies de développement. Cet ouvrage est le fruit d'un travail collectif de dix-neuf chercheurs du CERDI, sous la direction des Professeurs P. et S. Guillaumont, qui ont suivi une méthodologie commune dans la conduite de leur recherche.

La méthode utilisée s'inspire plus particulièrement des travaux de H.B. Chenery, L.J. Taylor et H.B. Chenery, M. Syrquin sur le changement des structures et les politiques de développement. Le changement qui accompagne la transition d'une économie traditionnelle à une économie développée se caractérise selon H.B. Chenery par « l'ensemble des transformations de la structure économique que nécessite une augmentation continue du revenu et du bien-être social ». Plus précisément, c'est à la fois le « plus être » et le « mieux être » qu'il faut appréhender comme le disait l'éminent économiste F. Perroux, et du point de vue de la distribution des revenus le livre sur les Stratégies de développement comparées nous laisse sur notre faim. Si le tracé de la configuration dépend, toujours selon H.B. Chenery, des objectifs sociaux et des possibilités de production et d'échanges extérieurs, l'uniformité d'un certain nombre de facteurs va se traduire par une homogénéité relative de la transition d'une économie au cours d'une période historique donnée. Néanmoins, les facteurs